

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Palestine

Poker truqué

- International -

Date de mise en ligne : vendredi 2 décembre 2011

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons ici la chronique Palestine parue dans la revue D&S de novembre 2011.

L'initiative palestinienne

La demande d'adhésion de la Palestine à l'ONU ne se réduit pas à une simple démarche diplomatique, mais révèle, à l'analyse, une situation dont la complexité recèle plusieurs niveaux qu'il est nécessaire de distinguer pour tenter de comprendre les divers enjeux en cours.

Il est vrai qu'elle paraît au premier abord redorer le blason d'une Autorité Palestinienne falote qui en avait bien besoin : faute d'élections en bonne et due forme, cette démarche remplit bel et bien en partie une fonction de légitimation.

Mais pourquoi cet épisode, que l'on aurait dès lors pu croire à simple usage interne au camp palestinien, provoque-t-il les mêmes effets qu'un éléphant dans un magasin de porcelaines ?

Parce que, précisément, il se situe dans la seule arène officielle existante des discussions politiques d'envergure internationale. C'est la table de jeu, c'est sur elle que sont braqués les caméras des grands médias, c'est vers elle que sont invitées à se tourner les nations pour résoudre leurs problèmes de coexistence. Telles sont du moins les déclarations de principes.

Peu importe en l'occurrence qu'il ne s'agisse que d'un théâtre ou non : il lui faut cette fois répondre à une demande immédiate et concrète, il lui faut cette fois montrer qu'il peut agir en conformité avec les missions qui lui ont été assignées.

C'est tout ce que demandent les Palestiniens. C'est à la fois beaucoup et peu.

C'est peu, parce qu'il s'agirait essentiellement d'une reconnaissance *de jure*, la colonisation forcenée ininterrompue ayant transformé une relative unité territoriale en archipel d'îlots d'habitation séparés les uns des autres ; et ces moins que bantoustans ne constitueraient qu'un État virtuel, à la viabilité plus que problématique.

C'est beaucoup, parce que pour la première fois, ils seraient universellement reconnus comme une nation distincte et égale aux autres, et non comme un sous-groupe malencontreusement irréductible du monde arabe. Mais surtout parce qu'ils se verraient ainsi attribuer des droits, notamment juridiques, dont ils ne bénéficiaient jusqu'à présent pas.

La perspective de cette reconnaissance semble déclencher la panique des dirigeants israéliens.

La réaction israélienne

Il ne suffit plus de faire une démonstration de force dans les territoires occupés ou assiégés, ni dans un pays limitrophe vulnérable ou en haute mer, mais de faire jouer son influence au cœur même du dispositif de la puissance actuellement dominante du globe, les Etats-Unis. Le siècle écoulé a prouvé que les dirigeants sionistes sont passés maîtres dans cet exercice [1]. La pitoyable prestation de Barack Obama rappelle qu'ils n'ont pas perdu la main.

Et du coup, autant jouer sur plusieurs tableaux. Est-ce un hasard si c'est justement maintenant qu'aboutissent les négociations d'Israël avec... le Hamas, comme s'il fallait redonner du prestige à l'ennemi préféré (car plus facilement diabolisable) et tenter d'affaiblir un peu la petite aura récemment retrouvée de son rival ?

Tout se passe comme si, en toutes choses, Israël préférerait la force et les faits accomplis, mais redoutait tout vrai débat (c'est-à-dire autre que dilatoire) et toute lutte politique ouverte et honnête. Un Yasser Arafat faiseur de paix était ainsi considéré comme bien plus nuisible et dangereux qu'un Yasser Arafat guerillero.

Torpiller toute voie susceptible de bloquer l'expansionnisme avide de l'entreprise sioniste demeure une constante de la politique israélienne : au lendemain même de la demande palestinienne à l'ONU, des milliers de nouveaux logements pour Israéliens sont programmés dans les territoires occupés (avec une mention spéciale pour Jérusalem Est), le nettoyage ethnique se poursuit, les attaques de colons vont croissant, et les spoliations officielles ne cessent pas ; il est difficile de dire plus clairement MERDE à la communauté internationale.

Pourquoi se gêner ? Ne voit-on pas déjà s'agiter de « bonnes volontés » pour garantir l'impunité future, en proposant cyniquement une « avancée » qui accorderait certes un statut « sur mesures » aux représentants palestiniens, mais en précisant qu'un tel statut les empêcherait d'engager des poursuites juridiques contre des crimes de guerre bien avérés ?

Les responsabilités de la solidarité

Si la table de jeu est truquée, si les cartes sont biseautées, et si les mêmes règles ne s'appliquent pas à tous les joueurs, il serait cependant erroné d'en déduire que le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien demeure impuissant et sans moyens d'action :

- ▶ La société civile palestinienne appelle à poursuivre et approfondir la campagne BDS (boycott - désinvestissement - sanctions), sachons lui répondre.
- ▶ La lutte pour la levée du blocus inhumain de Gaza doit se poursuivre, liberté de circulation sur terre comme sur mer.
- ▶ La politique internationale ne doit pas demeurer « le fait du prince », demandons des discussions sur ces problèmes dans toutes les instances, et dans l'immédiat, exigeons la fin du « deux poids, deux mesures » en vigueur.

69% des Français se prononcent en faveur de la reconnaissance d'un État palestinien à l'ONU [2]. Le Parti Socialiste saura-t-il répondre à cette attente ?

Philippe Lewandowski

[1] Lire notamment *Zionism : the real enemy of the jews*, par **Alan Hart** (Atlanta : Clarity Press, 2009-2010), 3 volumes indispensables dont une traduction française serait des plus utiles.

[2] *Les Français appellent Nicolas Sarkozy à reconnaître la Palestine*, Le Post, <http://www.lepost.fr/article/2011/0...>, consulté le 16-10-2011.